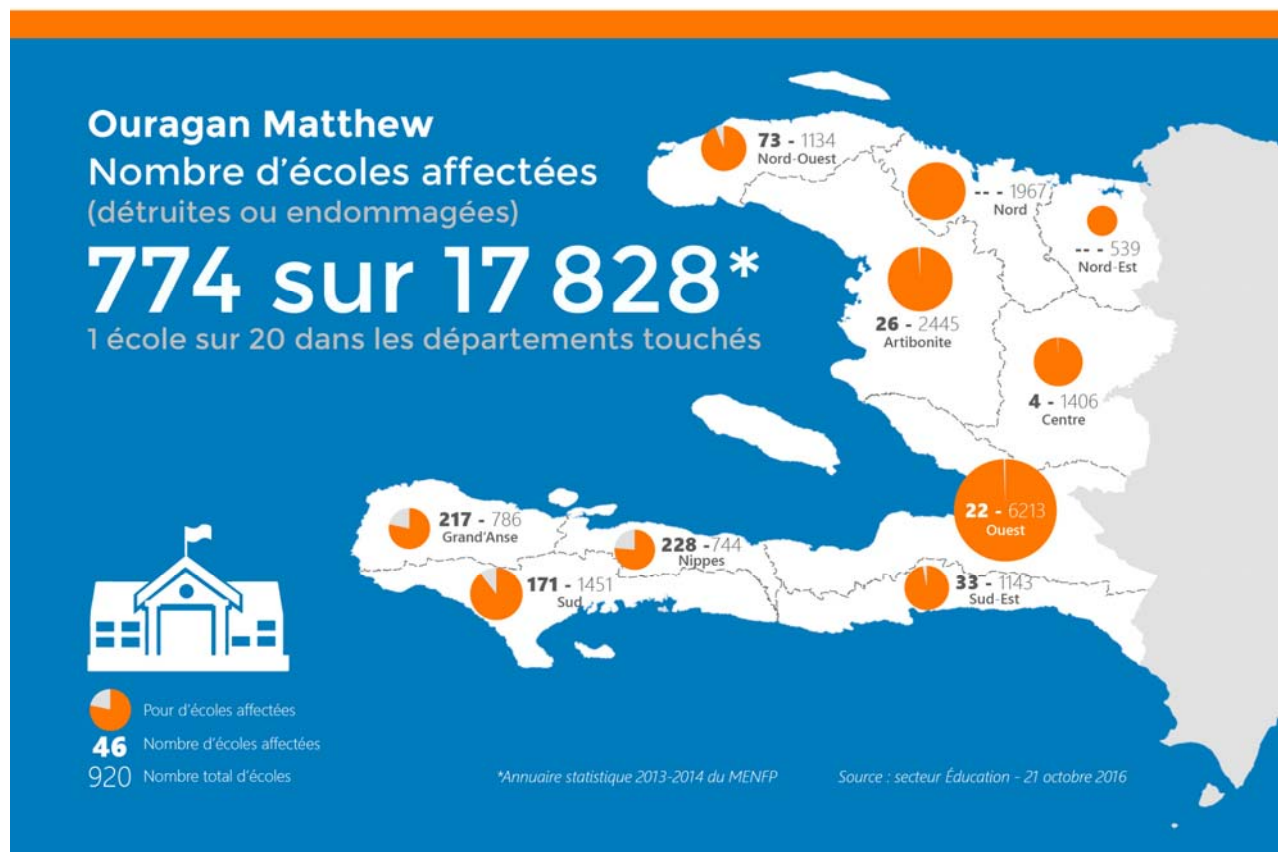




Ouragan Matthew

Rapport de situation #9

Le présent rapport couvre la période allant du 13 octobre 2016 à minuit au 21 octobre à 18 heures



Faits saillants

- **Sept-cent-soixante-quatorze écoles ont été affectées** lors du passage de l'ouragan Matthew, les 3 et 4 octobre 2016, soit 5% du nombre d'établissements scolaires recensés¹ dans les départements touchés.

¹ Annuaire statistique 2013 – 2014 du MENFP



SYSTÈME NATIONAL DE GESTION
DES RISQUES ET DES DÉASTRES
MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR
ET DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES
DIRECTION DE LA PROTECTION CIVILE

Centre d'opérations d'urgence national

- Le ministère de l'Intérieur et des Collectivités territoriales a convoyé jusqu'au 21 octobre, par voie terrestre, maritime et aérienne, notamment vers les départements du Grand Sud et le Nord-Ouest, **plus de 788.54 tonnes métriques de produits non alimentaires et alimentaires, incluant notamment du riz, de l'eau et des protéines animales et végétales.**
- Le ministère de l'Intérieur et des Collectivités territoriales, à partir du Centre d'opérations d'urgence national (COUN), a renforcé **sa stratégie de distribution de l'aide aux personnes touchées par l'ouragan Matthew.** Depuis 4 jours, l'aide humanitaire constituée pour le moment essentiellement de bâches, de nourriture, d'eau et de médicaments, est acheminée par voie maritime et aérienne à travers les sections communales des départements des Nippes, du Sud et de la Grand'Anse.
- Selon les données du MSPP, **1424 cas de choléra** sont enregistrés principalement dans le Sud, la Grand-Anse et les Nippes, pendant la première quinzaine d'octobre.
- Le gouvernement haïtien a facilité l'acheminement de l'aide humanitaire en autorisant la **navigabilité et l'accostage dans les eaux haïtiennes aux bateaux apportant de l'aide humanitaire** dans le cadre de la réponse au passage de Matthew.
- **Sous la coordination du ministère de l'Intérieur et des Collectivités territoriales, des détachements français et néerlandais de la mission de la Protection Civile européenne mettent à disposition des bateaux,** des systèmes de potabilisation de l'eau à bord, du fret humanitaire, et des speedboats pour distribuer l'aide dans les localités côtières isolées.

Contexte général

L'ouragan Matthew, ouragan de catégorie 4, a touché la péninsule sud d'Haïti, 53 ans après le passage du cyclone Flora - 3 et 4 octobre 1963. Les premières évaluations ont fait état de **2.1 millions de personnes affectées.** En réponse à la situation des populations des zones sinistrées, le gouvernement haïtien organise sa réponse, de concert avec les partenaires nationaux et internationaux, et coordonne à tous les niveaux l'aide humanitaire d'urgence. Le contexte général dans les départements les plus touchés fait ressortir les éléments suivants :

- Les besoins d'aide prioritaires concernent l'alimentation, l'eau, la santé et l'habitat.
- Des réflexions sont conduites pour l'élaboration et la mise en œuvre du plan de relèvement post-Matthew.
- Des mesures ont été prises au plus haut niveau pour la sécurisation des convois et des distributions d'aide humanitaire par la Police nationale d'Haïti avec l'appui de la Minustah.
- La propagation des cas de choléra est en train de se stabiliser après une flambée au lendemain du passage de l'ouragan.



Actions entreprises

1. Coordination

La 3^e réunion de l'Équipe humanitaire Pays (HCT) s'est tenue, le 17 octobre 2016, sous la coprésidence du Directeur général du MICT et du Coordonnateur humanitaire. Cette rencontre visait principalement à améliorer la question sécuritaire des convois et des distributions de l'aide humanitaire.

Le Centre d'opérations d'urgence national et la Minustah se sont rencontrés pour **la coordination de l'acheminement de l'aide humanitaire vers les zones les plus reculées et ou difficilement accessibles, par voie maritime et aérienne**, avec la contribution de deux navires néerlandais et d'un navire colombien. Des dispositions similaires ont été prises dans les centres d'opérations d'urgence départementaux du Sud et de la Grand'Anse, ce pour faciliter un alignement des décisions prises et des interventions.

Le Centre d'opérations d'urgence national a conduit deux réunions avec le ministère des Travaux publics, Transports et Communications, l'Entreprise publique pour la promotion des logements sociaux, l'OIM, la Croix-Rouge haïtienne, ONU Habitat et d'autres partenaires, autour de la **stratégie de distribution des bâches et de reconstruction des maisons endommagées**. Une assistance technique et financière est prévue pour les communautés.

2. Information du public

L'aire de l'information du public a poursuivi ses actions régulières notamment la **gestion des relations de presse et de monitoring média**. Au moins un communiqué de presse est rédigé et diffusé par jour pendant la période du 14 au 21 octobre ; une vingtaine d'interviews directes sont réalisées avec les médias nationaux et internationaux. L'animation et l'alimentation des réseaux sociaux par des messages-textes, des photos et des vidéos se sont poursuivies.

Cette aire a également tenu, le vendredi 21 octobre, **une réunion de coordination sur la communication**, présidée par le ministère de l'Intérieur et des Collectivités territoriales, avec la participation de représentants du Bureau du Premier ministre, du Système des Nations unies, incluant OCHA, et d'Internews, ainsi que de partenaires membres du comité thématique Éducation et Sensibilisation du public. Un état des lieux de la communication et de l'information du public en particulier a été dressé et **une stratégie de renforcement de la communication avec les communautés sinistrées a été également mise sur le tapis**.



3. Assistance à la population

Le ministère de l'Intérieur et des Collectivités territoriales a convoyé jusqu'au 21 octobre, par voie terrestre, maritime et aérienne, notamment vers les départements du Grand Sud et le Nord-Ouest, **plus de 788.54 tonnes métriques de produits non alimentaires et alimentaires, incluant notamment du riz, de l'eau et des protéines animales et végétales.** Ces produits sont distribués progressivement aux populations les plus affectées, avec le support de ses partenaires.

Dans les communes des Cayes, de Saint-Jean du Sud, d'Arniquet et de Roche-à-Bateau, département du Sud, **1200 familles bénéficient** d'un programme de « **transfert de cash** », mis sur pied par les mairies, avec l'appui de CRS. Les familles sinistrées ont également reçu des kits d'hygiène et des kits de cuisine, **à raison 500 par commune.**

D'autres organisations² ont distribué à date : **3000 kits alimentaires, 4290 kits d'hygiène, 2000 kits de cuisine, 5368 kits d'abri (bâche, clous, cordes...), 368 couvertures de laines.** Elles ont accompagné des familles sinistrées dans les communes suivantes : Arniquet, Camp-Perrin (2^e et 3^e sections), Chantal, Chardonnières, Coteaux, Les Anglais, Port-à-Piment, Saint-Jean du Sud, Tiburon et Torbeck (1^{re} et 3^e section).

Par ailleurs, Caritas appuie la mise en place d'un programme de « **transfert de cash** » à Arniquet et à Saint-Jean du Sud.

- **Situation dans les abris**

Un nouveau bilan de la situation des abris provisoires a été dressé à la date du 21 octobre 2016 et fait état de 204 abris encore ouverts pour une population de **141 493 personnes hébergées.** À date, **117 sont identifiés** dans Grand'Anse et **82 dans le Sud.** D'autres enquêtes devront tenir compte du nombre très élevé de personnes sinistrées, vivant dans des familles d'accueil.

Les abris dans les départements du **Centre, Artibonite, Sud-Est, Nord-Ouest sont fermés**, quatre abris sont ouverts dans l'Ouest et un dans les Nippes.

4. Actions des secteurs

- **Santé**

- En vue de freiner la recrudescence de l'épidémie de choléra, le **MSPP**, appuyé par ses partenaires, **mène des actions soutenues telles que le déploiement d'équipes mobiles d'intervention rapide (EMIRA) dans les zones les plus affectées**, la réalisation de travaux de nettoyage et de décontamination,

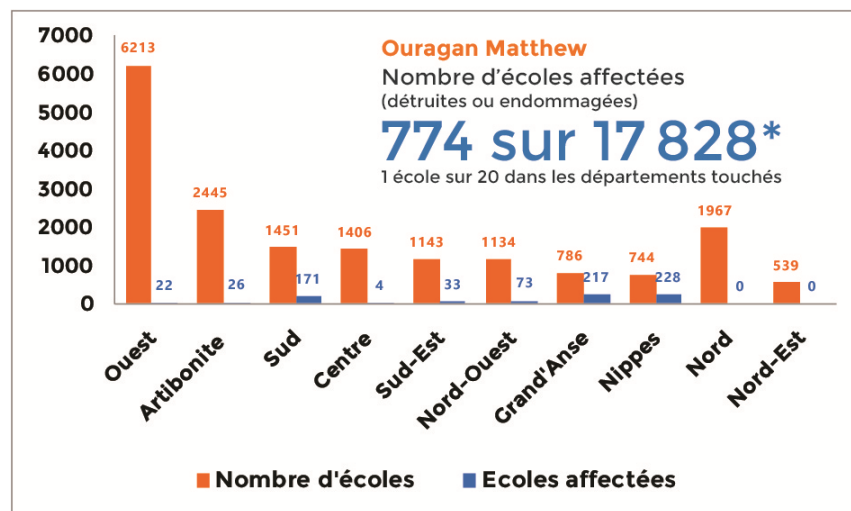
² Caritas, CECL, CESVI, Coopération Suisse, Diakonie, Medair et Terre des hommes



l'acheminement des intrants en médicaments, l'usage des produits de purification et la systématisation de la purification de l'eau potable.

- Durant la première quinzaine d'octobre, les services épidémiologiques du ministère de la Santé publique et de la Population ont recensé **1.424 cas de choléra, dans les départements les plus affectés par l'ouragan Matthew**³. Certaines zones rurales doivent être suffisamment couvertes par l'aide humanitaire, particulièrement dans les secteurs de l'eau potable, assainissement et hygiène (EPAH) et de la santé.
- **Les réhabilitations urgentes sont déjà en cours dans 89% des structures de santé affectées** (voir rapport de situation #8). Les principales organisations qui appuient le secteur sont : ACTED, Médecins du Monde (Canada et France), Solidarités International, ACF, MSF Belgique.
- L'Organisation panaméricaine de la santé (OPS/OMS) en Haïti indique qu'une équipe multinationale d'experts a été déployée à Jérémie, aux Cayes, à Port-au-Prince pour soutenir les efforts du gouvernement dans la réponse post-Matthew et aussi contrôler le risque de flambée du choléra dans le Grand Sud.

o Education



- **À date, le bilan des écoles affectées** par l'ouragan Matthew s'élève à **774, soit 4% des 17 828 établissements scolaires recensés⁴ à travers le pays, en 2013 et 2014** par le MENFP. Huit départements sur dix sont concernés par les dégâts,

³ Source : information de nombre de cas suspect de choléra enregistrés pour les semaines épidémiologiques 40 et 41 (entre le 2- 15 Octobre), incluant données partielles des sites qui ont rapporté pour les SE 40 et 41. Surveillance épidémiologique du choléra des autorités nationales (DELR) et Directions sanitaires.

⁴ Annuaire statistique 2013 – 2014 du MENFP



à l'exception du Nord et du Nord-Est. Le département le moins touché est le Centre avec 4 écoles affectées (*voir tableau ci-avant*). Respectivement 31% et 28% des écoles préscolaires, fondamentales et secondaires des départements des Nippes et de la Grand'Anse sont soit détruites, soit endommagées. **À cette date, 8 écoles ont été réhabilitées.**

- Le ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle réalise actuellement une évaluation des écoles servant d'abris provisoires afin de procéder à une réouverture prochaine des classes dans les départements les plus touchés par l'ouragan Matthew. Parallèlement à une mission d'évaluation, déjà sur le terrain pour identifier et quantifier les écoles affectées, une autre **mission est à pied d'œuvre, incluant des représentants du génie scolaire, pour une évaluation technique des bâtiments.**
- **Infrastructures routières**
 - Le ministère des Travaux publics, Transports et Communications a réhabilité **206,4 km de route sur 350 km affectés dans le département du Sud-Est et 257,9 km sur 296 km affectés dans la Grand'Anse.**
 - **La plupart des routes coupées ont été réhabilitées**, dont le tronçon Jérémie-Cayes, ce qui facilite notamment la distribution de l'aide. Les ports sont pour la plupart fonctionnels et permettent l'accostage des frégates de grand tonnage particulièrement dans le département de la Grand'Anse. En revanche, toujours dans la Grand'Anse, les routes 25 et 151 restent inaccessibles par les camions. Des travaux de nettoyage se poursuivent au niveau de la ville des Cayes, ainsi que la réhabilitation du tronçon reliant Roche-à-bateau et Tiburon.
 - Le gouvernement haïtien a facilité l'acheminement de l'aide humanitaire en autorisant la **navigabilité et l'accostage dans les eaux haïtiennes aux bateaux apportant de l'aide humanitaire** dans le cadre de la réponse au passage de Matthew.
- **Sécurité alimentaire**

La CNSA estime que plus de 2,1 millions de personnes sont affectées par Matthew, parmi lesquelles 1,4 million sont en situation d'insécurité alimentaire, dont 806.000 nécessitant une aide alimentaire urgente certains départements comme la Grand'Anse faisant état de pertes sur les récoltes évaluées à 100 %.
- **Eau potable et assainissement**
 - Entre le 15 et le 17 octobre, la DINEPA a poursuivi la distribution d'eau potable dans les abris provisoires dans le Sud, les Nippes et la Grand'Anse. L'approvisionnement se fait par bouteilles et camions citernes. La Direction a



SYSTÈME NATIONAL DE GESTION
DES RISQUES ET DES DÉASTRES
MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR
ET DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES
DIRECTION DE LA PROTECTION CIVILE

Centre d'opérations d'urgence national

également distribué plusieurs kilos d'HTH pour la chloration des systèmes d'alimentation en eau potable (SAEP).

- La DINEPA est en train de renforcer ses équipes du département Réponses aux urgences (DRU) afin d'améliorer la réponse du secteur eau potable, assainissement et hygiène (EPAH) dans les zones affectées. **Une trentaine d'organisations participent à la coordination de la réponse d'urgence dans ce secteur.** Samaritan Purse, CARE, Croix-Rouge et CDC contribuent aux actions de réparation de réseaux d'adduction d'eau, d'installation de réservoirs en plastique, et de distribution d'eau dans ces zones.
- **Police nationale d'Haïti**
 - La direction générale de la PNH a fait état de **16 commissariats affectés au niveau des départements du Sud et de la Grand'Anse avec des niveaux de dégâts de moyens à sévères, incluant des cas de toitures emportées.** Plus de 300 policiers sont affectés.
 - La PNH a renforcé ses effectifs au niveau des zones affectés surtout pour le convoyage de l'aide. La sécurisation des convois se fait par relai sur le couloir humanitaire partant de l'Ouest vers le Grand Sud (*voir rapport de situation #8*).
 - Dans la Grand'Anse, les commissariats de Duchity (Pestel) et de Dame-Marie, dont les toitures et clôtures ont été endommagées, sont réparés par les policiers. À Corail, le nouveau local est fonctionnel.
- **Défense**
 - Une délégation de 11 soldats du corps de génie du ministère de la Défense est déployé en appui à la direction départementale des Travaux publics de la Grand'Anse pour livrer passage à Carrefour Bac, Jérémie, et quatre (4) infirmiers fournissent des soins à l'hôpital Saint Antoine.
- **Protection**
 - Environ 10.000 personnes sont en besoin de protection contre la violence, l'exploitation et l'abus. Les placements informels d'enfants en famille d'accueil dans les zones affectées ont atteint un niveau élevé, ce qui augmente les risques d'abus et d'exploitation de cette catégorie de la population (*OCHA 15/10/2016*).
 - Des cas de violence basés sur le genre sont rapportés dans les centres d'accueil. Les femmes et les filles n'ont pas d'espaces privés dans les abris (*UNFPA 18/10/2016*).



5. Actions de la société civile

Le 16 octobre, AGERCA a organisé un téléthon au Parc historique de la canne à sucre, avec la participation d'une quinzaine d'institutions dont les scouts d'Haïti et les volontaires de la Protection civile en faveur des personnes sinistrées.

Le 18 octobre, la fondation « Foi et Joie Haïti » a distribué 300 kits de produits alimentaires et d'hygiène à Désormeaux Bois dans la Grand'Anse.

6. Actions de la communauté internationale

Sous la coordination du gouvernement haïtien, l'aide se déploie et s'intensifie à tous les niveaux et simultanément aussi bien l'aide bilatérale que l'action des organisations non gouvernementales. Désormais, les produits alimentaires et non alimentaires sont acheminés vers les zones les plus reculées.

○ L'aide bilatérale

- Du 17 au 19 octobre, **un navire de l'armée colombienne**, en appui au Gouvernement d'Haïti, a permis de livrer 76 tonnes d'aide alimentaire et non-alimentaire dans les départements de la Grand'Anse et des Nippes.
- Une aide de la CARICOM, environ 17 tonnes de produits alimentaires, est arrivée le 19 octobre à Port-au-Prince. Le COUN doit fournir l'appui logistique nécessaire pour son acheminement vers les Cayes. Une équipe sera également déployée en renfort du dispositif mis en place aux Cayes par la CARICOM en appui au COUD.
- Une **équipe du gouvernement haïtien / DPC a accompagné l'équipage des bateaux affectés à la distribution de l'assistance humanitaire, afin de faciliter la liaison avec les autorités locales**. Les maires, appuyés par les comités communaux de Protection civile, et les CASEC ont coordonné la réception et la distribution des biens, ainsi que l'enregistrement des familles.

○ Actions des organisations internationales

- **La mission de CDEMA se poursuit en Haïti jusqu'à la semaine du 24 au 30 octobre 2016**. Un contingent de **14 militaires d'origine jamaïcaine est rentré avec des cargaisons de nourriture et ayant pour mission de faciliter la distribution**. Cette mission vient s'ajouter à celle déjà présente qui était déployée dans les Centres d'opération du Sud et de la Grand'Anse pour faciliter le partage d'informations sur Haïti avec les autres pays de la Caraïbe en ce qui a trait surtout à l'évaluation des besoins d'assistance humanitaire sur le terrain.
- **Le mouvement de la Croix-Rouge, incluant la Croix-Rouge haïtienne**, étend son action aux détenus des prisons des Cayes et de Jérémie ainsi qu'à leurs



familles. Après une première évaluation des infrastructures et des conditions des détenus à la suite du passage de Matthew, une distribution de kits de nettoyage, la réhabilitation de la pompe à eau et des connections électriques de la prison de ont été réalisés.

- Parallèlement à la mise en place d'un système d'accès à l'approvisionnement de services logistiques (Centre d'activités express), **la Croix-Rouge et la Société Croissant Rouge** ont acheminé 35 tonnes d'articles de première nécessité vers la ville de Jérémie (Grand'Anse) : kits alimentaire, kits d'hygiène, bâches, outils de réparation de maisons pour les communautés, jerrycans, seaux et purifiants. Elles ont assisté les 20 et le 21 octobre, plus de 900 familles dans le Nord-Ouest et la Grand'Anse.
- En date du 17 octobre, le **PAM**, en appui au gouvernement d'Haïti, a transporté au total, 1.542 tonnes de nourriture aux Cayes et à Jérémie et continue ses distributions de rations alimentaires aux ménages dans les départements les plus affectés : 58.000 personnes ont reçu des rations alimentaires.

Recommandations

- Poursuivre la mise en œuvre de la stratégie de distribution intégrée par voie maritime et aérienne, initiée depuis le 17 octobre par le ministère de l'Intérieur et des Collectivités territoriales ;
- Poursuivre les distributions ciblées, visant principalement les groupes les plus vulnérables ;
- Poursuivre, en les renforçant, les activités d'appui psychosocial ciblant les populations affectées, notamment les groupes les plus vulnérables ;
- Réhabiliter les écoles dans les meilleurs délais, en respectant les normes anticycloniques et parasismiques.

Prochain rapport le 25 octobre 2016, à 18 heures